

**Contribution de l'Euro Info Centre FR 256
à la remontée d'informations en réponse au livre vert
sur l'information du secteur public.**

QUESTION 10

Quelles sont parmi les actions possibles celles qui demandent une attention prioritaire au niveau européen ?

A notre avis, les actions prioritaires à mener au niveau européen concernent :

Des actions de sensibilisation suivies d'actions de formations. Ces actions devraient se décliner au stade de l'enseignement, qu'il soit primaire, secondaire ou supérieur et à l'échelon communautaire afin d'initier un niveau d'intérêt identique pour tous les citoyens dans tous les pays dans la recherche d'information.

En effet, si à l'heure actuelle il apparaît une sous-consommation d'information de quelque nature qu'elle soit, il semble que cela soit lié à un problème culturel : il faut créer dès le plus jeune âge le réflexe de la recherche d'information et insérer dans les programmes d'enseignement des méthodes de recherche d'information.

QUESTION 9

Les politiques poursuivies par l'Union européenne pour l'accès à l'information

Dans les niveaux d'obtention des informations, il faut distinguer trois sortes d'informations :

- a) Celles qui mettent en cause les intérêts privés des personnes lorsqu'elles sont fournies individuellement : obligation de déontologie et d'agrégation de ces données de façon à les rendre impersonnelles.
- b) Celles qui doivent être fournies à tout citoyen qui en fait la demande car ces données appartiennent à la collectivité qui, par ses contributions fiscales, en permet le recueil.
- c) Celles qui peuvent être fournies à tout individu qui en fait la demande mais qui demandent, pour être exploitables, un traitement particulier qui aura un coût que ce soit en temps passé ou en dépense financière extérieure.

Quelques remarques

- En ce qui concerne les informations accessibles à tous, il faut remarquer des différences entre Etats : par exemple en France, une partie des informations concernant les entreprises est soumise à l'obligation de publicité, de sorte qu'il est possible d'obtenir certaines informations sur les entreprises françaises qu'il n'est pas possible de se procurer sur leurs homologues européennes. Par conséquent, l'information disponible sur certaines entreprises est plus importante que sur d'autres. Cela peut être un facteur d'échec ou de succès mais crée de toutes façons une distorsion.

Il est vivement souhaité que les PME puissent accéder aux appels d'offres de marchés publics européens : pour ce faire, TED est accessible gratuitement sur Internet mais inutilisable par les PME et difficilement utilisable même par leurs relais d'information (EIC) car l'exploitation des appels d'offres nécessite soit d'y affecter une personne à temps plein, soit de passer par un service privé (style FLA CONSULTANT) d'un coût élevé (il faut savoir qu'en général les PME ont besoin d'une veille d'appels d'offres sur les produits qu'elles fabriquent et qui peuvent être nombreux).

- En ce qui concerne l'accès à l'information, toutes les informations qui devraient être accessibles parce que du domaine public ne le sont pas : soit du fait de la rétention des informations par les administrations nationales ou régionales, soit du fait de leur confidentialité, soit du fait de leur obsolescence : l'information n'est pas mise à jour dans tous les Etats européens avec la même régularité : quelquefois, elle n'est même pas exploitée. Par exemple, difficulté pour connaître le nombre, même approximatif, d'entreprises sous-traitantes par secteur alors que l'on dispose du nombre d'entreprises donneurs d'ordres.
- Pour ce qui est de l'information communautaire, il est évident qu'il n'est pas facile pour un non-spécialiste de l'information d'y accéder et de l'interpréter : c'est là que les EIC ont un rôle très important pour les entreprises.
Difficulté pour les entreprises de détecter les organismes compétents. Lisibilité peu attrayante des textes réglementaires ou des enquêtes dans lesquelles ne sont pas soulignés de façon assez claire les points importants des conclusions.

QUESTION 4

Impact des politiques de tarification

Les entreprises, surtout les PME, n'étant pas encore convaincues de l'intérêt de l'information pour le développement de leur compétitivité (problème de culture) ne sont pas prêtes à payer l'information à son prix surtout lorsqu'il s'agit d'information brute émanant du secteur public : elles considèrent en effet que, par le biais de la fiscalité dont elles font l'objet, elles ont déjà payé cette information. A la rigueur, elles admettent de payer une information à valeur ajoutée lorsqu'elle leur est vraiment indispensable.

Curieusement cette réticence au paiement de l'information s'exerce davantage envers les supports papier qu'envers les supports électroniques. Peut-être d'ailleurs conviendrait-il de parler, plutôt que de facturation, de participation aux frais, ne serait-ce que parce qu'est admis le principe de la redevance pour frais de reproduction du fait de la réglementation sur les droits d'auteur.

Par contre, les fournisseurs de l'information destinée aux entreprises admettent parfaitement de payer l'information en provenance du secteur public, soit du fait qu'ils sont investis d'une mission de service public et qu'ils considèrent comme normal d'acheter pour le plus grand nombre l'information qu'ils retransmettent aux entreprises (par exemple, les Chambres de Commerce et d'Industrie), soit parce que ce sont des opérateurs privés qui revendent l'information une fois qu'elle est traitée.

Il est certain que la tarification de l'information a un impact sur l'accès à l'information : le budget consacré à la recherche d'information ne sera bien évidemment pas le même dans une grande entreprise et dans une PME.

QUESTION 3

Information sur l'information disponible

Il serait sûrement utile de posséder au niveau européen des méta-données car à l'heure actuelle le non-spécialiste a beaucoup de mal à trouver l'information qui peut lui être utile.

Toutefois, plusieurs questions devront être réglées :

- La forme de ces méta-données (papier, électronique, multimédia...). Nous pensons que le meilleur support pour l'avenir est Internet.
- Leur mise à jour qui doit être continue sinon cela sera très vite dépassé (ceci justifie également le choix d'Internet)
- Le classement de ces données et la manière d'y accéder.

Il semble qu'il faudrait prévoir un classement par public concerné en fonction des questions que se pose chaque grande catégorie d'utilisateurs pour résoudre les problèmes qui se posent à elle.

Parmi les catégories d'utilisateurs, on pourrait trouver :

- Le citoyen
- L'entreprise
- L'homme politique
- Etc....

Il conviendra, en partant des questions reflétant les préoccupations de chaque catégorie, de citer les sources concernées et de prévoir des liens avec les sites WEB dont disposent toutes ces sources.

Il semble que l'accès direct à la mention des sources (style annuaire) ne soit pas une façon pratique pour trouver son chemin dans l'information du secteur public disponible à travers l'Europe car cela suppose de la part de l'utilisateur une connaissance préalable des organismes et de l'information dont ils disposent.

De plus, en essayant de lister les questions les plus couramment posées et en y apportant les réponses adéquates, on pourra limiter les sources qui sont très nombreuses mais pas toujours pertinentes en fonction des informations recherchées.